

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine notamment les autres sommes, engagées dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une aide financière d'un montant maximal de 12 100\$ à Atelier d'usinage Richelieu inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, représentant l'aide financière initialement prévue dans le cadre du Programme Exportation – Entreprise, pour la réalisation de son projet Activités à l'exportation PEX55010, conditionnellement à la signature, par Investissement Québec et Atelier d'usinage Richelieu inc., d'un avenant à la convention d'aide financière signée le 4 août 2021, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant à la convention d'aide financière joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une aide financière d'un montant maximal de 12 100\$ à Atelier d'usinage Richelieu inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, représentant l'aide financière initialement prévue dans le cadre du Programme Exportation – Entreprise, pour la réalisation de son projet Activités à l'exportation PEX55010, conditionnellement à la signature, par Investissement Québec et Atelier d'usinage Richelieu inc., d'un avenant à la convention d'aide financière signée le 4 août 2021, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant à la convention d'aide financière joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute condition ou modalité usuelle pour ce type de transaction;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires à Investissement Québec pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais dans l'exécution du mandat qui pourrait lui être confié par le présent décret seront virées au Fonds du développement économique par le

ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77141

Gouvernement du Québec

Décret 686-2022, 13 avril 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une aide financière d'un montant maximal de 38 924,40\$ à Technologies Synergx inc., au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour la réalisation de son projet d'implantation d'un système de gestion intégré (ERP)

ATTENDU QU'une aide financière de 38 924,40\$ a été octroyée, le 23 septembre 2021, par Investissement Québec à Technologies Synergx inc., une société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (L.R.C. 1985, c. C-44), dans le cadre du Programme PME en action, selon le cadre normatif du programme tel que remplacé par le décret numéro 497-2021 du 31 mars 2021, pour la réalisation de son projet d'implantation d'un système de gestion intégré (ERP);

ATTENDU QU'Investissement Québec et Technologies Synergx inc. ont signé une convention d'aide financière, dans le cadre de ce programme, le 23 septembre 2021;

ATTENDU QUE ce programme a pour objectif de rehausser la compétitivité et d'accélérer la croissance des entreprises, en priorité celles des PME et ce, dans le délai de deux ans prévu au programme;

ATTENDU QUE la pandémie de la Covid-19 et les mesures mises en place afin de protéger la santé de la population ont eu un impact direct sur les entreprises ce qui a eu pour conséquence de retarder la réalisation des projets de certains bénéficiaires dans le cadre de ce programme;

ATTENDU QUE Technologies Synergx inc. n'a pu compléter son projet dans le délai imparti par le programme et que, par conséquent, l'aide financière totale de 38 924,40\$ ne peut lui être versée dans le cadre du programme;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine notamment les autres sommes, engagées dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une aide financière d'un montant maximal de 38 924,40 \$ à Technologies Synergx inc., au cours de l'exercice financier 2023-2024, représentant l'aide financière initialement prévue dans le cadre du Programme PME en action, pour la réalisation de son projet d'implantation d'un système de gestion intégré (ERP), conditionnellement à la signature, par Investissement Québec et Technologies Synergx inc., d'un avenant à la convention d'aide financière signée le 23 septembre 2021, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une aide financière d'un montant maximal de 38 924,40 \$ à Technologies Synergx inc., au cours de l'exercice financier 2023-2024, représentant l'aide financière initialement prévue dans le cadre du Programme PME en action, pour la réalisation de son projet d'implantation d'un système de gestion intégré (ERP), conditionnellement à la signature, par Investissement Québec et Technologies Synergx inc., d'un avenant à la convention d'aide financière signée le 23 septembre 2021, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute condition ou modalité usuelle pour ce type de transaction;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires à Investissement Québec pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais dans l'exécution du mandat qui pourrait lui être confié par le présent décret seront virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77142

Gouvernement du Québec

Décret 687-2022, 13 avril 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une aide financière d'un montant maximal de 21 400 \$ à Flash Beauté inc., au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour la réalisation de son projet d'activités à l'exportation PEX55238

ATTENDU QU'une aide financière de 21 400 \$ a été octroyée, le 3 juin 2021, par Investissement Québec à Flash Beauté inc., société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1), dans le cadre du Programme Exportation – Entreprise, selon le cadre normatif tel que remplacé le 31 mars 2021 par le décret numéro 497-2021, pour la réalisation de son projet d'activités à l'exportation PEX55238;

ATTENDU QU'Investissement Québec et Flash Beauté inc ont signé une convention d'aide financière dans le cadre de ce programme le 3 juin 2021;

ATTENDU QUE ce programme a pour objectif de sensibiliser les entreprises québécoises au potentiel de croissance que représentent les exportations et, par la suite, de les soutenir dans le développement et la diversification de leurs marchés extérieurs, et ce, dans le délai maximal de 12 mois prévu au programme;

ATTENDU QUE la pandémie de la COVID-19 et les mesures mises en place afin de protéger la santé de la population ont eu un impact direct sur les entreprises ce qui a eu pour conséquence de retarder la réalisation des projets de certains bénéficiaires dans le cadre de ce programme;